

Fassin

<http://blogs.mediapart.fr/blog/eric-fassin/181114/du-racisme-aux-politiques-de-racialisation>

Du racisme aux politiques de racialisation

18 novembre 2014 | Par Eric Fassin

On ne peut plus lutter contre le racisme idéologique et les discriminations raciales sans mettre en cause, non pas seulement l'inaction des pouvoirs publics, mais aussi leur action, ce qu'ils font au moins autant que ce qu'ils ne font pas.

L'antiracisme ne peut plus se contenter de lutter contre le racisme d'antan. Déjà, dans les années 1980, il a fallu prendre en compte la montée d'un racisme plus culturel que biologique. Depuis, il est apparu nécessaire de prendre aussi la mesure des discriminations raciales, dont le caractère systémique ne peut être réduit à la seule idéologie raciste ni simplement à l'intention discriminatoire. Aujourd'hui, il y a plus. Force est de reconnaître que des politiques de racialisation sont à l'œuvre. On ne peut plus lutter contre le racisme idéologique et les discriminations raciales sans mettre en cause, non pas seulement l'inaction des pouvoirs publics, mais aussi leur action, ce qu'ils font au moins autant que ce qu'ils ne font pas.

La « question rom » est actuellement le révélateur le plus brutal de cette racialisation politique. Les responsables nationaux, mais aussi locaux, prétendent certes répondre à une demande populaire, comme si le racisme d'État pouvait s'autoriser de celui qui est censé définir les « riverains ». En réalité, le second se nourrit du premier. De Nicolas Sarkozy à Manuel Valls, et jusqu'aux élus locaux, émanant d'une majorité ou de l'autre, des pompiers pyromanes

prétendent éteindre l'incendie qu'ils allument d'abord et attisent ensuite par leurs paroles et leurs actes. Car l'altérité radicale imputée aux Roms venus de Roumanie ou de Bulgarie est avant tout l'effet du traitement radicalement autre qu'on leur fait subir.

Sous couvert de mesures transitoires, on les a exclus du marché du travail, quitte à les accuser ensuite de mendier ou de voler ; on continue même de les priver des conditions d'hygiène les plus élémentaires, en refusant le ramassage des ordures dans les bidonvilles, pour mieux leur reprocher ensuite... leur manque d'hygiène ; au mépris du droit, on continue de faire obstacle à l'inscription sur les listes électorales de ces citoyens européens ; on bannit trop souvent leurs enfants de l'école au prétexte de leur prétendu nomadisme, qui ne devient une réalité qu'à force d'expulsions répétées qui reviennent à les chasser sans cesse un peu plus loin.

C'est ainsi qu'on produit une différence, supposément « culturelle », qui justifie en retour de traiter les populations roms comme si elles étaient de nature différente. Bien entendu, c'est sans rapport avec la biologie, mais cela a tout à voir avec la politique qui produit cette différence. Bref, il s'agit proprement d'une politique de la race.

Mais il ne s'agit pas seulement des Roms. En fait, cet exemple radical fait ressortir clairement le rôle des responsables politiques de tous bords dans la montée en puissance de la « question raciale » au sens le plus large. Ainsi, la constitution de l'immigration en « problème » a débouché de longue date sur l'assignation d'une partie des Français, qu'on dit « issus de l'immigration » en raison même de la différence qu'on leur prête, à ce qu'il est convenu d'appeler « l'intégration » – ce qui revient à les soumettre à une injonction contradictoire. Il ne faut pas s'étonner si ceux qu'on désigne comme différents font ensuite l'objets de traitement inégaux : dans les discriminations raciales

aujourd'hui structurelles, l'enjeu n'est plus la nationalité ; c'est l'origine (réelle ou supposée).

Cette logique politique ne s'arrête pas à l'immigration : elle explique aussi l'islamophobie. En effet, les politiques du soupçon se durcissent sans cesse contre une religion toujours renvoyée, en France et en Europe, à une « origine étrangère ». Cette problématique de la « souche » n'est donc plus réservée à l'extrême droite. On la retrouve bien sûr à droite, mais aussi chez des responsables qui se réclament pourtant encore de la gauche. C'est que la rhétorique universaliste ne suffit plus à combattre le racisme, à l'heure où l'extrême droite n'hésite pas à se réclamer de la laïcité pour se parer de vertus démocratiques. Même l'antiracisme se laisse parfois gagner par la confusion idéologique qui en découle : c'est ainsi qu'on a vu emprunter à l'extrême droite la notion de « racisme anti-blanc », comme si les rapports de domination étaient réversibles – autrement dit, comme si le racisme était une affaire individuelle, et non pas structurelle.

Pour résister à la confusion qui s'accroît, il faut donc affirmer avec force le rôle structurant de politiques qui ont pour effet de raciaiser des segments entiers de la population en les enfermant dans l'altérité de bidonvilles et de ghettos, réels ou symboliques – et de rendre impensable cette racialisation. Re-politiser la compréhension du racisme est donc la condition nécessaire pour rendre raison de cette irrationalité. En effet, loin que la crise économique explique la montée des populismes, ce sont les politiques néolibérales qui les encouragent. La production de « boucs-émissaires » n'est donc pas l'effet spontané de conditions matérielles précarisées dans les classes populaires ; elle suppose une action politique concertée pour transformer la colère populaire contre les élites économiques en ressentiment identitaire opposé à des « autres » constamment renouvelés.

Cela revient à offrir au « peuple », à défaut de privilèges, une identité « blanche ». La politique de la race menée à

l'encontre des Roms est donc le révélateur de politiques qui contribuent à la racialisation, non seulement d' « eux », tous ces « autres » qui sont visés, mais aussi de « nous », assignés à la blancheur. Il est temps de nous mobiliser, non seulement contre le racisme et les discriminations raciales, mais aussi contre les politiques de racialisation qui en sont le ressort caché.

Ce texte fait écho, d'une part, à l'ouvrage publié en février 2014 avec Carine Fouteau, Serge Guichard et Aurélie Windels, Roms & riverains. Une politique municipale de la race (La Fabrique), et d'autre part à un appel collectif, le 14 novembre sur Mediapart, auquel j'ai contribué avec des militants engagés dans un antiracisme critique : « Reprenons l'initiative ! »